

ATELIER DE RECHERCHE DANS LES INTERSTICES DE LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

LES MIGRANTS INTRA- COMMUNAUTAIRES ET LES POLITIQUES NATIONALES DE DIASPORA DANS L'UNION EUROPÉENNE

Organisation :

Cédric PELLEN

cedric.pellen@cmb.hu-berlin.de
(University of Strasbourg / Centre Marc
Bloch)

Contact :

simon.kessler@cmb.hu-berlin.de
cefres@cefres.cz



Cet atelier de recherche pluridisciplinaire est organisé en partenariat entre le Centre Marc Bloch de Berlin et le CEFRES de Prague. Il vise à faire dialoguer des spécialistes des migrations, de la citoyenneté européenne et des pratiques politiques transnationales autour de la question des rapports ordinaires des migrants intra-européens aux politiques publiques de diaspora mises en œuvre, selon des modalités très variables, par leur pays d'origine.

Le Brexit a récemment donné une visibilité accrue aux questions des droits et pratiques politiques des citoyens européens émigrés dans un autre pays européen. Tout au long du processus heurté de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, la forte mobilisation des Européens vivant au Royaume-Uni et des Britanniques établis sur le continent est venue rappeler l'importance des migrations intra-européennes ainsi que les sensibles variations dans les manières avec lesquels les États membres appréhendent leurs nationaux vivant hors de leurs frontières. En dépit de l'affirmation d'une citoyenneté européenne ces trente dernières années, les 13,5 millions de citoyens de l'Union européenne qui résident dans un autre État membre que le leur sont en effet loin de tous bénéficier de la même attention et du même traitement de la part de leur pays d'origine. Certains y conservent la plénitude de leurs droits civiques, quand d'autres peuvent en être privés.

Certains y disposent d'une représentation politique spéciale, quand la plupart en sont dépourvus. Certains enfin sont les destinataires d'interventions publiques spécifiques de la part de leur pays d'origine (notamment en matière économique, sociale ou scolaire), quand d'autres relèvent exclusivement des dispositifs de leur pays d'établissement.

Si les recherches sur les « politiques publiques de diaspora » se sont multipliées ces dernières années, notamment dans le cadre des études migratoires transnationales, celles s'étant spécifiquement intéressées au cas de l'Union européenne et de ses États membres sont restées plus rares. La mise en œuvre de telles politiques y soulève pourtant des enjeux spécifiques. Quels ont été les effets de la construction d'un espace de libre circulation et de citoyenneté commune sur les droits et devoirs des migrants intra-européens ? Comment expliquer la diversité persistante des dispositifs d'action publique à destination des émigrés entre les différents États membres ? Par ailleurs, si les travaux existants ont permis une meilleure compréhension des motivations des États à mettre en œuvre des politiques de diaspora, les modalités concrètes de leur appropriation par leurs citoyens établis à l'étranger sont encore mal connues. Les citoyens européens résidant dans un autre État membre aspirent-ils au maintien d'un lien civique avec leur pays d'origine ? A quelles conditions et dans quel contexte ont-ils effectivement recours aux dispositifs d'action publique que ces derniers leur destinent ?

Cet atelier de recherche invite des spécialistes reconnus des migrations, de la citoyenneté européenne et des pratiques politiques transnationales à revisiter certaines de leurs enquêtes à l'aune de ces questionnements. Par la confrontation de contributions empiriquement fondées, dans une perspective résolument comparative et interdisciplinaire, l'objectif est d'ouvrir de nouvelles perspectives de recherche sur les interactions entre les migrants intra-européens et leur pays d'origine ainsi que sur les usages différenciés dont les politiques publiques de diaspora sont l'objet au sein de l'Union européenne.

Dans cette optique, l'atelier s'organisera en deux séances complémentaires, suivant la distinction idéale-typique opérée par Alan Gamlen (2006) au sein des politiques publiques de diaspora entre les politiques de renforcement diasporique (capacity building diaspora policies), qui visent à nourrir le sentiment d'appartenance des nationaux établis à l'étranger à la communauté nationale du pays d'origine, et les politiques d'extension des droits (extending rights diaspora policies), qui visent à y favoriser leur implication dans la vie politique.

La première séance portera sur les conditions du recours des migrants intra-européens aux dispositifs d'action publique qui leur sont destinés par leur État d'origine (notamment en matière consulaire, culturelle et socio-économique), et sur la manière dont ces recours s'articulent avec leurs usages de la citoyenneté européenne et des droits qui y sont attachés. Dans cette optique, les communications prêteront une attention particulière aux périodes charnières pour la (re)définition des relations entre citoyennetés nationales et supra-nationales qu'ont constitué, d'une part, les élargissements orientaux de l'Union européenne et, d'autre part, le Brexit.

15 Juin 2022

Centre March Bloch, Berlin

Salle Germain Tillion - Friedrichstraße 191 – Berlin (aussi en ligne)

Intra-European migrant's representations and practices of diaspora policies in the EU

14h30 : Mot d'accueil et introduction par **Cédric Pellen** (University of Strasbourg / Centre Marc Bloch)

14h45 : Conférence inaugurale

Adrian Favell (University of Leeds / Wissenschaftskolleg zu Berlin) *EU movers, EU citizenship and national politics: looking back at Eurostars and Eurocities and PIONEUR*

15h45 : Pause

16h-18h : Session 1: Intra-European migrants' representations and practices of diaspora policies

Présidence : **Dieter Gosewinkel** (Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung)

Discussion : **Daniela Heimpel** (Centre Marc Bloch)

Magdalena Lesińska (Centre of Migration Research at University of Warsaw) *Between Poland and Ireland: Transnational practices of Polish post-accession migrants*

Christine Barwick (Europa-Universität Flensburg / Centre Marc Bloch) *Effects of Brexit on British citizens in Berlin*

Lucie Lamy (University Paris-Diderot / Centre Marc Bloch) *A diaspora of non-migrants? Latvia's Ethnic Germans between Soviet legacy and European national minorities policy*

La deuxième séance se concentrera quant à elle plus spécifiquement sur les rapports à la vie politique de leur pays d'origine des migrants intra-européens. A partir de cas d'études variées, aussi bien historiquement que géographiquement, les communications s'interrogeront sur les conditions de l'intéressement et de la mobilisation politique transnationale des citoyens établis dans un autre État européen que le leur, notamment lors des élections dans leur pays d'origine.

22 Juin 2022

CEFRES, Prague

CEFRES Library – Na Florenci 3 – Prague 1 (aussi en ligne)

The transnational political mobilization of intra-European migrants in the European Union

14h30 : Mot d'accueil de **Jérôme Heurtaux**, directeur du CEFRES

14h45 : Conférence inaugurale

Eva Ostergaard-Nielsen (Universitat Autònoma de Barcelona) *Migrant transnational political engagement: Conceptual and methodological challenges*

15h45 : Pause

16h-18h : Session 2: The transnational political mobilisation of intra-European migrants

Présidence : **Eva Ostergaard-Nielsen** (Universitat Autònoma de Barcelona)

Discussion : **Michèle Baussant** (CEFRES)

Eszter Kovács (Centre for Social Sciences, Institute for Minority Studies) *Transnational political engagement of Hungarian kin-minorities and Hungarian migrants: A comparative approach*

Kristýna Janurová (Geographic Migration Centre, Charles University Prague) *Political participation of pre-Brexit Czech migrants in the UK: Notable passive interest and limited active action*

Cédric Pellen (University of Strasbourg / Centre Marc Bloch) *Do French living abroad really care about French elections? A case study of the political (dis)engagement of French nationals in Berlin during the 2022 French elections*

Florence Vychtyl-Baudoux (EHESS Paris / CEFRES) *Challenging the other "Great Mute": Diaspora civic empowerment and the rethinking of Polish exile politics in France in the late 1940s/early 1950s*